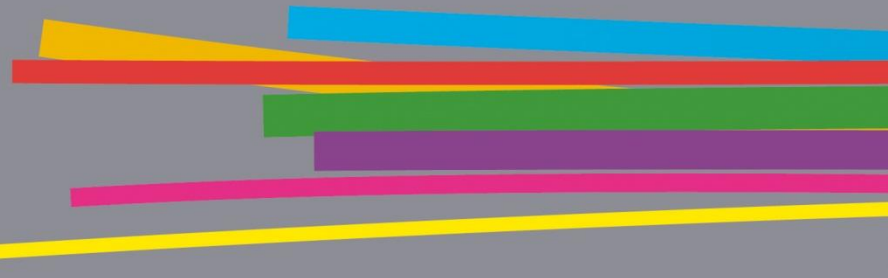


CleP

ciép

**AU SERVICE
DU FRANÇAIS
ET DE L'ÉDUCATION
DANS LE MONDE**



Diversité francophone : comment garantir la qualité pour coopérer et s'adapter ?

Bruno Curvale

Ancien président d'ENQA

Président du Comité d'accréditation des BTS du Grand-Duché du Luxembourg

*Président du groupe consultatif pour l'implantation des formations d'enseignement
supérieur étrangères ou privées au Grand-Duché du Luxembourg*

*Responsable de l'unité enseignement supérieur et responsable adjoint du
département coopération en éducation du Centre international d'études
pédagogiques*



Précautions

Les idées que j'exprime ici, le sont à titre personnel et n'engagent ni le CIEP, ni l'Agence universitaire de la Francophonie que je n'ai aucun titre à représenter.

Plan de la présentation

1. Le point de vue d'un chef de projet
2. Des questions
3. La Francophonie est dans le monde
4. Coopérer
5. Coopérer dans d'autres contextes
6. Approfondir la réflexion sur ce que nous portons
7. Quelques conclusions

Le point de vue d'un chef de projet

Depuis plus de trente ans, beaucoup d'actions et de projets de coopération ont été conduits dans le domaine de la garantie de la qualité. Des principes et des modèles sont l'objet de consensus régionaux : la responsabilité première des institutions ou établissement, le couple évaluation interne / évaluation externe, l'évaluation cyclique, les ESG, la gouvernance des parties prenantes...

- Pour un chef de projet qui travaille dans un contexte de durée, de ressources humaines et financières limités, trois constats principaux s'imposent :
 - Le bagage théorique est léger et facile à dire (nous restons dans le cadre du PDCA) et des principes fondateurs de la médiation interpersonnelle et interculturelle ;
 - On parle beaucoup de technique et de pratiques mais peu des finalités ou de manière vague: améliorer la qualité de la gouvernance, des programmes, etc. ;
 - Mener à bien des projets de développement de compétences dans le domaine de la garantie de la qualité est possible : mettre en place des mécanismes pérennes est une autre affaire.

- Les finalités différentes assignées à la garantie de la qualité doivent être bien distinguées pour permettre la conception et la mise en oeuvre de programmes de développement utiles – il y a un toujours besoin de clarification ;
- La garantie de la qualité comprend une dimension de transformation culturelle qui reste à explorer – il ne faut pas confondre francophonie et approches françaises ;
- La reconnaissance est un besoin très fort qui anime de nombreuses démarches d'adaptation aux normes européennes.

La Francophonie est dans le monde

- La Francophonie ne peut pas être un espace replié sur lui-même (environ 280 millions de locuteurs, env. 4% de la population mondiale, le français est la cinquième langue la plus parlée au monde) ;
- La francophonie n'est pas une culture : c'est l'ensemble qui ont en commun l'usage, total ou partiel, de la langue française.
- Pour la plupart des francophones, le français est une seconde langue ;
- Pour participer à la conception des normes internationales les francophones doivent parler une autre langue que le français et c'est le plus souvent l'anglais ;
- Les ESG, le guide de l'ECTS, le supplément au diplôme... ont été discutés et négociés en langue anglaise. Il faut prendre la mesure de ce fait.

- La recherche de la qualité et de l'amélioration continue comporte la capacité à diagnostiquer les vulnérabilités, arbitrer entre les urgences, définir des priorités, faire des choix et les mettre en oeuvre, organiser et conduire le changement collectif ;
- Le changement dont on parle est avant un changement qui porte sur les mentalités avant de se traduire éventuellement par des manières de faire différentes et durables ;
- Le changement est d'abord vu comme un risque. Les risques ont une dimension contextuelle et culturelle ;
- Le besoin et la nature des changements à faciliter sont différents selon les contextes ;
- La coopération demande du temps et de la constance
- La demande de coopération dans l'enseignement supérieur est forte mais peu financée.

- Les pays francophones rassemblent une grande diversité de situation socioéconomiques et politiques ;
- La coopération suppose la capacité à se décentrer et à écouter ;
- Les manières de faire (les solutions) doivent tenir compte des priorités, des moyens disponibles et des capacités à changer dans un lieu et un moment donnés ;
- Les situations sont parfois très éloignées de celles que l'on connaît chez soi ;
- Les systèmes qualité doivent se bâtir sur des bases robustes (importance des systèmes d'informations...)

- La dimension externe du Processus de Bologne : l'exigence démocratique ;
- La mondialisation se traduit, entre autres, par un degré de connaissance des acquis du Processus de Bologne souvent important dans les pays francophones ;
- Il faut gérer le succès du Processus de Bologne. Certaines évidences ne sont pas si évidentes :
 - L'autonomie institutionnelle ;
 - La co-gouvernance des enseignements supérieurs ;
 - Le concept d'agence d'évaluation indépendante ;
 - La notion de partie prenante ;
 - La place des étudiants ;
 - ...

Quelques conclusions

- Il est nécessaire, compte tenu de la diversité des situations, d'agir avec beaucoup de prudence pour éviter les déceptions et faciliter les changements nécessaires chez ceux avec qui nous coopérons pour le développement ;
- Pour aider à la reconnaissance des institutions et des systèmes d'enseignement supérieur francophones dans le monde, il faut participer aux débats internationaux qui se font en anglais ;
- Nos actions d'européens de langue maternelle française doivent être pleinement en phase avec les développements internationaux et s'inscrire dans la mondialisation ;
- Il faut évidemment contribuer à faire du français une langue de travail efficace (labellisation des établissements dans leurs compétence de formation en français langue étrangère – Label d'Etat qualité FLE – géré par le CIEP) ; traduction francophone des ESG, quid du guide ECTS ?

Merci pour votre attention

curvale@ciep.fr

